

DECARBONATION, FORMATION : POUR SES 70 ANS, MALEZIEUX VOIT GRAND



L'entreprise Malezieux a 70 ans. Après des décennies de développement par la croissance organique et externe, la filiale de la holding Safibri localisée à Woippy et spécialisée dans l'assainissement se tourne désormais vers la décarbonation de sa flotte de véhicules, mais également sur l'implantation de son propre centre de formation qui devrait être opérationnel début 2025.

Des véhicules 4X4 équipés et colorés de rose, et des camions teintés d'un bleu-vert pâle équipés eux aussi. Vous les avez déjà croisés à Metz, Nancy, Bar-le-Duc et ailleurs, forcément. Ils appartiennent à la flotte de Malezieux, l'entreprise d'assainissement bien connus des Lorrains qui célèbre cette année ses 70 ans.

À l'origine de la vénérable entité qui emploie aujourd'hui 200 salariés répartis dans 10 sites d'exploitations en Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse et Vosges, le rachat de la société d'un artisan (Monsieur Malezieux) par les familles Barbieri et Robert. « Aujourd'hui, Malezieux fait figure de tête de proue de la holding créée depuis [Safibri] qui compte désormais 12 sociétés opérant dans le Grand Est ainsi qu'au Luxembourg », précise Laurent Barbieri, PDG du groupe. La majorité d'entre elles se distinguent dans des activités d'assainissement.

Pendant 70 ans, la stratégie de croissance de Safibri s'est faite par des opérations de croissance externe, mais également via de la croissance organique. Lorsqu'une activité de Malezieux prenait trop d'ampleur, une filiale dédiée était créée. Au fil des décennies, la holding Safibri est devenue une ETI de 700 salariés (entreprise de taille intermédiaire) qui réalise 80 millions d'euros de chiffre d'affaires, dont 30 millions d'euros provenant de Malezieux. Une ETI qui a su se structurer en grossissant. « Nous nous appuyons sur une des sociétés du groupe, SIS, localisée à Norroy-le-Veneur qui réunit tous les services transversaux pour l'ensemble des entités (comptabilité, contrôle de gestion, QHSE, formation, RH, informatique...) », complète le PDG.

Une entreprise, trois métiers

Historiquement basée à Woippy, Malezieux est positionnée sur trois métiers : la maintenance des réseaux d'assainissement pour le compte des collectivités qui correspond à l'activité de ses débuts. La maintenance à destination des industriels qui comprend la prise en charge du nettoyage et de la gestion des déchets. « Depuis 15 ans environ, nous avons développé en plus un troisième métier : l'hygiène et la maintenance immobilière. Nous assurons pour le compte des bailleurs sociaux, des syndicats mais aussi des particuliers, des prestations de curage, détartrage,

mais aussi des activités 3D [dératissage, désinsectisation, désinfection] ou encore des interventions de dépannage en plomberie, maçonnerie ou débarras de locaux », détaille Bernard Nucci, le directeur général de Malezieux.

Un panel de professions qui soulèvent des enjeux. « Il y a un revirement. Il y a quelques années, nous cherchions des profils de travailleurs polyvalents. Désormais, nous recherchons plutôt des spécialistes parce que les demandes des clients, que ce soit des collectivités, des particuliers et des bailleurs sociaux sont de plus en plus pointues », précise le directeur général. Problème, les collaborateurs recherchés ne courent pas les rues. « Nous avons besoin d'une vingtaine de personnes supplémentaires pour accompagner notre croissance et assumer le turnover de l'entreprise. » Malezieux reste sur une augmentation de l'activité de l'ordre de 10 % au cours des deux dernières années, et de 5 à 8 % en moyenne sur les exercices précédents.

Aux grands maux, les grands moyens

« Nous proposons de former les collaborateurs en interne. Tous ceux qui ont une appétence pour les métiers techniques et de service sont les bienvenus. Nous recherchons des savoir-être », confie Bernard Nucci. Pas besoin d'une formation spécifique ? « Nous récupérons surtout des gens issus du BTP, de la maintenance, des travaux publics... Le problème est qu'il n'existe aucune formation officielle pour nos métiers d'assainissement et nos collaborateurs n'ont rien qui vient valider leurs compétences », assure Laurent Barbieri.

En tant que président du SNEA (Syndicat national des entreprises d'assainissement) qui réunit les principales entreprises du secteur en France et 15 000 salariés, Bernard Nucci œuvre pour qu'une formation reconnue à l'échelle nationale soit proposée. « Nous travaillons sur l'élaboration d'un CQP national, première étape avant la création d'un bac Pro puis d'un BTS. »

En attendant, Malezieux compte implanter son propre centre de formation à proximité de son siège. Il devrait être opérationnel au plus tard début 2025. L'idée est de proposer aux entreprises soucieuses de faire monter en compétences leurs salariés des outils et des modules sur la sécurité, la maîtrise des compétences dans les métiers, la maîtrise du matériel... « Nous accueillerons un public adulte, les équipes de Malezieux, des sociétés du groupe, mais aussi d'autres structures œuvrant dans le même secteur d'activité », se réjouit Bernard Nucci qui ne se fixe pas d'objectif chiffré pour la première promotion. « L'idée sera ensuite de tendre vers l'obtention d'un diplôme une fois que nous aurons réussi à faire reconnaître nos métiers de façon officielle », promet le chef d'entreprise qui cumule 33 ans de carrière chez Malezieux dont 12 ans en tant que directeur général.

Cap sur la décarbonation

En plus des lourds enjeux de formation qui s'ouvrent à la profession, Malezieux travaille sur un autre gros chantier : le passage progressif de sa flotte de 250 véhicules, les fameux 4X4 et les camions, à des énergies moins carbonées. « Sur les camions, les constructeurs comme Mercedes ou Renault savent faire de l'électrique. Le problème, c'est de faire fonctionner tout l'équipement dont nous avons besoin qui est sur le porteur. Pour l'instant, seule l'énergie thermique permet d'apporter la puissance et l'autonomie nécessaires. L'hydrogène commence à proposer des solutions, mais les véhicules sont 4 à 5 fois plus chers... », prévient Bernard Nucci.

Les camions attendront donc. Pas les véhicules légers, même si la motorisation électrique pose aussi des questions et implique un coût supplémentaire d'environ 20 % sur les plus petits équipements (entre 120 000 et 180 000 euros). « Nous vivons une vraie révolution sur le sujet, il est encore difficile de se projeter de façon précise car la technique évolue très rapidement aussi... », prévient Laurent Barbieri.

Pourtant, Malezieux et son directeur général le savent. « C'est le sens des choses. Alors on s'y met. » Les premières commandes ont déjà été passées

<https://www.enviropo-salon.com/fr>